Arabie saoudite et Émirats : alliances et rivalités

→ L'alliance du Sabre et du Coran

Si la péninsule arabique compte au total sept États, le royaume d'Arabie saoudite couvre les quatre cinquièmes de sa superficie. Avec 2 millions de kilomètres carrés, c'est un pays grand comme quatre fois la France, mais qui est deux fois moins peuplé. À peine 33 millions d'habitants, dont 38 % d'étrangers, vivent dans cet immense désert ponctué d'oasis.

Riyad, la capitale, est le berceau de la dynastie régnante des Saoud, qui a fondé le royaume saoudien en 1932 après avoir unifié les tribus de la péninsule et conquis en 1925 la région du Hedjaz et des villes saintes sous domination ottomane depuis quatre siècles. C'est le seul État au monde à porter le nom de sa famille régnante.

Dès le XVIIIe siècle, Mohammed Ibn Saoud tente d'unir les groupes tribaux d'Arabie, aidé par le prédicateur Mohammed Ibn Abd al-Wahhab qui prône le retour à une version pure et rigoriste de l'islam. Cette alliance entre la puissance militaire des Saoud et la puissance idéologique du wahhabisme, autrement dit entre le Sabre et le Coran, est au fondement de l'identité saoudienne, comme le rappelle le drapeau du pays. Elle se caractérise par une lecture à la lettre du Livre saint, le rejet de l'islam populaire et l'appel fréquent au djihad.

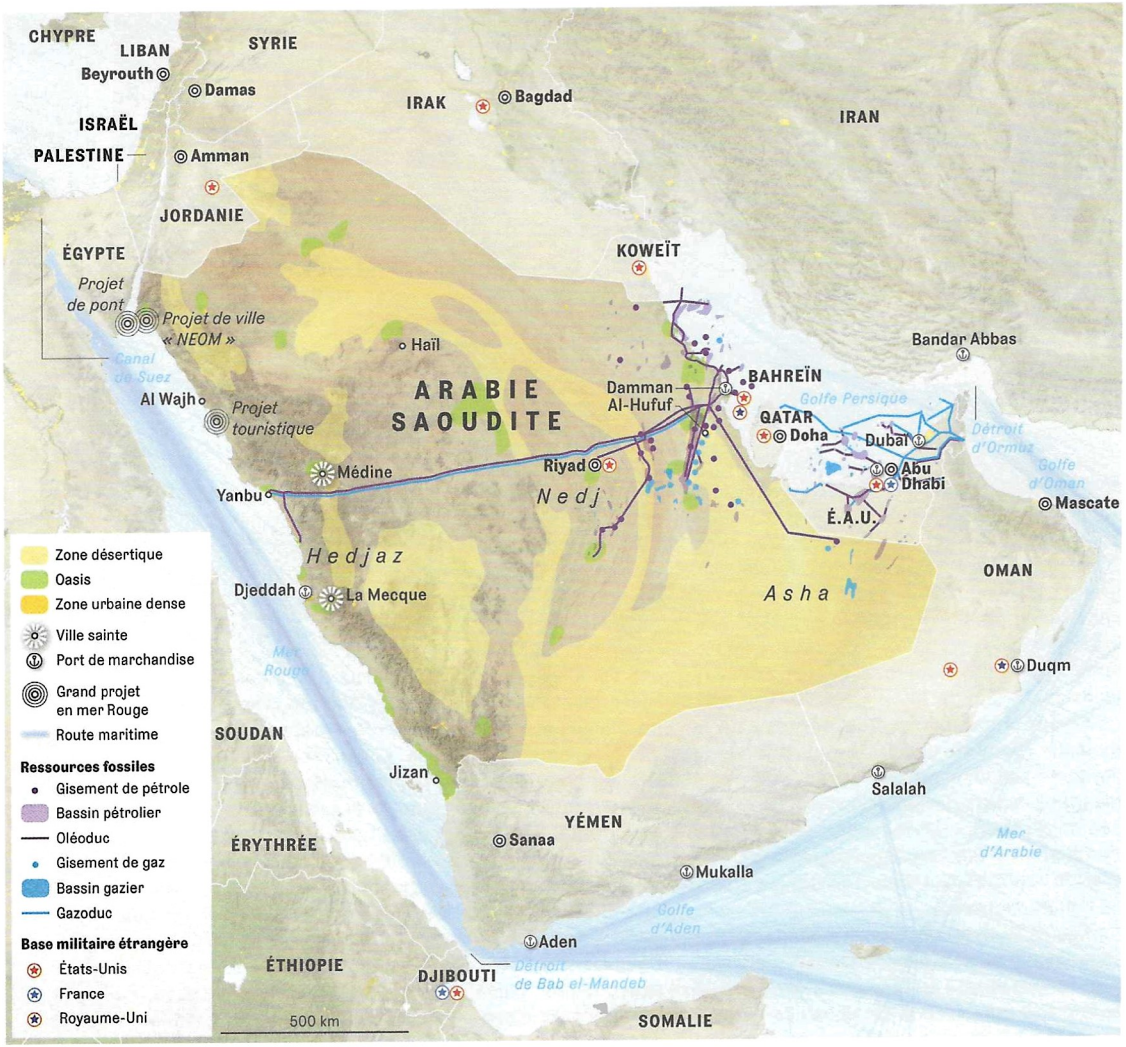
L'islam est né au VIIe siècle de notre ère dans la province du Hedjaz, dans les villes de La Mecque et de Médine, qui sont de nos jours les deux principaux lieux saints musulmans. L'Arabie saoudite fonde une partie de sa légitimité internationale sur cet héritage : elle s'est autoproclamée gardienne des lieux saints et elle revendique le rôle de leader de l'islam sunnite. Branche majoritaire de l'islam, le sunnisme se fonde juridiquement sur la *sunna*, la compilation des actions exemplaires du prophète Mahomet. L'islam détermine l'organisation de la société saoudienne marquée par une stricte séparation entre les deux sexes, le port du voile pour les femmes, y compris les étrangères, et la prohibition totale de l'alcool.

L'autre légitimité du royaume repose sur ses réserves en hydrocarbures (22 % des réserves mondiales prouvées), longtemps les premières au monde, aujourd'hui juste derrière celles du Venezuela. Localisées dans l'est du pays, dans la province du Hasa, ces ressources sont à l'origine de la prospérité de l'Arabie. Elles lui apportent son rayonnement et son rôle sur la scène internationale, celui de producteur et de régulateur du marché mondial, au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Découvert dans les années 1930, le pétrole a brusquement transformé la société nomade traditionnelle en une population sédentaire et citadine.

Si le centre de gravité politique et économique du pays est à Riyad, dans le Nedj, c'est de ses deux périphéries dynamiques, le Hedjaz et le Hasa, que le royaume tire sa puissance.

→ Une politique d'influence religieuse

Outre son fulgurant développement, l'argent du pétrole a également permis de distribuer massivement des corans sur tous les continents, de financer l'Organisation de la conférence islamique, basée à Djeddah, et de construire des mosquées et des centres islamiques via la puissante Ligue islamique mondiale. Créée en 1962 à La Mecque, cette Ligue vise à contrecarrer l'influence

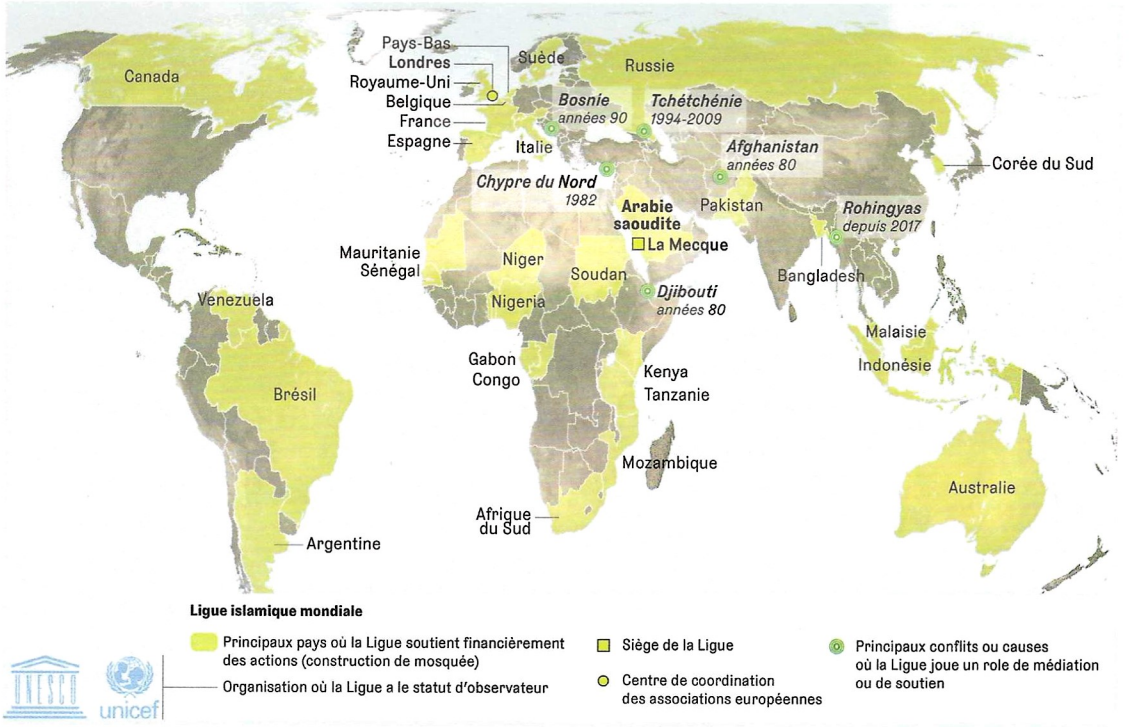


LA PÉNINSULE ARABIQUE, PAYS DE L'OR NOIR

croissante des mouvements laïcs et socialisants dans le monde arabe, et surtout celle du panarabisme, dont l'Égyptien Nasser s'est fait le héraut. D'abord cantonnée à l'Afrique et à l'Asie, l'action de la Ligue s'est progressivement étendue aux États européens où vivent des communautés musulmanes. La Ligue y diffuse la doctrine saoudienne wahhabite, l'une des plus fondamentalistes de l'islam, si bien que la politique d'influence religieuse de Riyad est accusée d'avoir encouragé le terrorisme islamiste international. Quatorze des 19 terroristes responsables des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis étaient d'ailleurs d'origine saoudienne, tout comme Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al-Qaïda et instigateur de ces attaques.

→ Un fragile État rentier

Instrument de son développement, le pétrole représente aussi une fragilité pour le royaume saoudien, tant il en est dépendant : 83 % du budget de l'État provient des recettes d'exportation des produits pétroliers. Les revenus du pétrole financent un généreux État-providence qui offre à la population saoudienne une éducation et une santé gratuites, des emplois dans le secteur public et subventionne le logement, les denrées alimentaires et l'énergie.



Or, depuis 2014, le prix du baril de brut s'est effondré et oscille désormais à un niveau trop bas pour permettre à l'Arabie saoudite de continuer à financer ses politiques redistributives, au risque de remettre en cause sa stabilité socio-politique. Ce contexte explique les réformes politiques et économiques récentes proposées par le jeune prince héritier Mohammed Ben Salman, dit MBS, propulsé au plus haut de l'État par son père, le roi Salman, après l'accession au trône de ce dernier en 2015.

La nomination de MBS comme prince héritier témoigne de l'émergence d'une nouvelle génération au pouvoir et elle vise à changer l'image conservatrice du royaume. Il a fait disparaître des rues la police des mœurs, assoupli la séparation entre sexes dans l'espace public, autorisé les femmes à conduire, inauguré des cinémas et ouvert le pays au tourisme. Au niveau économique, il a officiellement lancé en 2016 la « Vision 2030 », un vaste programme de réformes censé rendre l'économie plus diversifiée et compétitive pour attirer les investisseurs, préparer l'après-pétrole et créer de l'emploi. D'ici 2030, Riyad compte multiplier par six ses revenus non pétroliers et créer 450 000 emplois dans le secteur privé pour les Saoudiens, le chômage touchant 12 % de la population et 30 à 40 % de la jeunesse. En épurant les milieux d'affaires accusés d'être corrompus, MBS s'est forgé l'image d'un défenseur de la population saoudienne, non des princes et des riches.

Toutefois, derrière cette image de réformateur se cache un homme d'État autoritaire prêt à museler toute opposition par une politique de répression massive. En octobre 2018, il a notamment fait assassiner le journaliste Jamal Khashoggi, connu pour ses critiques virulentes du régime, au consulat saoudien d'Istanbul. Cet acte odieux a poussé la nouvelle administration américaine de Joe Biden, au lendemain de son entrée en fonction en janvier 2021, à prendre ses distances vis-à-vis du prince et à privilégier les relations avec le roi Salman. Un changement radical avec la politique de Trump qui, au nom de l'alliance entre les deux pays depuis 1945, avait toujours relativisé le rôle de MBS dans l'assassinat de l'opposant politique.

Cette politique répressive de MBS s'explique en grande partie par la crainte d'une déstabilisation de la monarchie saoudienne, une peur accentuée par les Printemps arabes

L'ISLAM, LEVIER D'INFLUENCE DE L'ARABIE SAOUDITE

ARC CHIITE : UNE REPRÉSENTATION GÉOPOLITIQUE

Selon les gouvernements arabes sunnites de Jordanie, d'Égypte et d'Arabie saoudite, la principale menace à la stabilité régionale est l'arc chiite en train de se déployer à leurs frontières. Cette perception s'explique par le changement de rapport de force régional lié à la prise du pouvoir par les chiites en Irak. Majoritaires, ils ont profité de la chute du régime sunnite de Saddam Hussein en 2003. En cause également, le soutien de Téhéran au Hezbollah libanais et au Syrien Bachar el-Assad.

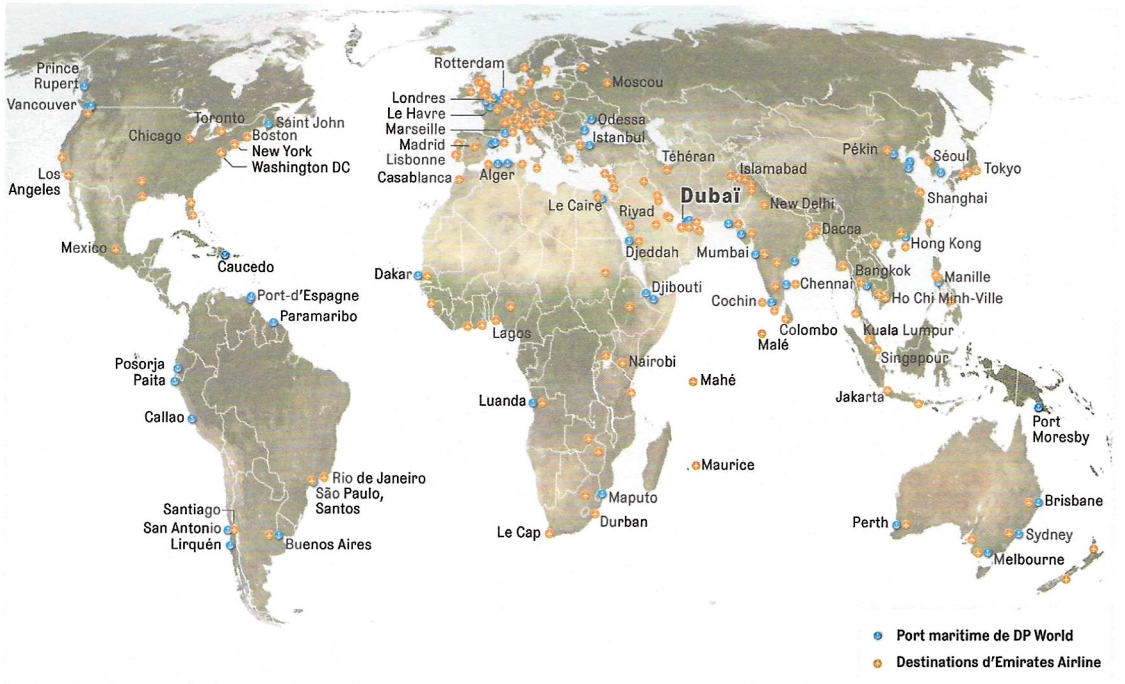


en 2011. C'est contre cette menace que le pays cherche à lutter en priorité, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et sur ce terrain, Mohammed Ben Salman bénéficie d'un allié de poids dans la personne de l'émir d'Abu Dhabi, Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, dit MBZ.

→ Allié ou modèle émirien ?

Certains experts voient en MBZ le mentor, voire le modèle de MBS. Il est à la tête de la fédération des Émirats arabes unis depuis 2014. Née en décembre 1971, la petite monarchie est la deuxième économie de la région et la plus diversifiée. Elle doit ce dynamisme à un développement économique basé sur la redistribution de la rente pétrolière et la mise en place d'infrastructures de transport performantes qui ont permis son insertion dans la mondialisation. Le port dubaïote de Jebel Ali se place au neuvième rang mondial, et l'aéroport de Dubaï est le premier de la planète en nombre de passagers internationaux. Si l'implantation de la Sorbonne et du musée du Louvre à Abu Dhabi participe à l'attractivité internationale des Émirats, c'est Dubaï qui est à la pointe de ce *soft power* émirien qui passe autant par son architecture prestigieuse – dont la Burj Khalifa, la tour la plus haute du monde, est devenue l'emblème – que par son développement touristique, ou encore par l'organisation de l'Exposition universelle en 2021-2022.

Longtemps en retrait des affaires de sécurité régionale, les Émirats mènent une politique étrangère beaucoup plus interventionniste depuis les Printemps arabes de 2011. Son objectif est de contrer toute menace affectant la stabilité régionale, qu'il s'agisse des Frères musulmans ou de l'Iran. Cette politique s'est concrétisée pour la première fois dans le cadre de l'opération « Bouclier de la Péninsule » lancée en mars 2011 à Bahreïn par le Conseil de coopération du Golfe, aux côtés de l'Arabie saoudite. Cette intervention avait pour but de juguler la contestation des populations chiites, majoritaires dans cette petite monarchie voisine, et de conforter le pouvoir sunnite du roi Al Khalifa.



→ Vers un nouvel axe stratégique régional

C'est la convergence de vues des deux princes, MBZ et MBS, alors ministres de la Défense de leurs États respectifs, qui a conduit à l'opération militaire au Yémen en mars 2015. Tous deux considèrent que la rébellion houthie, mouvement contestataire des chiites zaydites qui a renversé le gouvernement de transition yéménite, est soutenue par l'Iran et doit donc être combattue pour contrer l'expansionnisme de Téhéran. L'Arabie saoudite craint par-dessus tout que l'influence déstabilisatrice de l'Iran, son rival chiite, n'atteigne son propre territoire. En effet, si les sunnites représentent l'écrasante majorité de la population, le pays compte également 10 à 15 % de chiites, regroupés dans la région du Hasa, le long du golfe Persique, précisément là où se trouve la quasi-totalité des gisements de pétrole et de gaz. Une déstabilisation de l'est du pays mettrait donc à rude épreuve toute l'organisation du territoire saoudien et de son économie.

Le nouvel axe stratégique établi entre Abu Dhabi et Riyad a accéléré la rupture diplomatique avec le Qatar en 2017, alors jugé trop proche des Frères musulmans et de l'Iran. Ce partenariat a ensuite conduit à une participation aux opérations contre Daech en Irak, au soutien financier à l'Égypte d'al-Sissi et à des livraisons d'armes à la milice de Khalifa Haftar, en Libye. Cet axe a permis une certaine émancipation des deux États dans leur sécurité vis-à-vis des États-Unis, leur principal allié militaire.

Contrastant avec son prédécesseur, le président américain Joe Biden au pouvoir depuis janvier 2021 cherche à rétablir la stabilité et la sécurité dans le Golfe. Cela passe par la fin de la guerre au Yémen, et donc par l'arrêt du soutien américain aux opérations militaires saoudiennes, par une reprise du dialogue avec l'Iran et une gouvernance saoudienne moins brutale et plus ancrée dans le multilatéralisme. Riyad l'a bien compris en renouant avec le Qatar dès janvier 2021, en libérant la féministe Loujain Al-Hathloul début février 2021 et en proposant un cessez-le-feu aux Houthis en mars. Ce repositionnement politique et militaire était pour le moins nécessaire pour faire oublier l'affaire Khashoggi.

À l'été 2022, le réchauffement des relations entre MBS et Joe Biden se confirme : parmi les enjeux évoqués, la production de pétrole sur fond de guerre en Ukraine, la protection américaine de la région, et la normalisation avec Israël.

DUBAÏ, ESPACE MONDIALISÉ PAR EXCELLENCE

En développant un réseau aérien mondial, grâce à sa compagnie Emirates, et une zone industrialo-portuaire à Jebel Ali, Dubaï est devenu un lieu incontournable des flux commerciaux et touristiques. La stratégie de déploiement portuaire de sa compagnie DP World s'apparente à une « diplomatie de comptoirs commerciaux », potentiellement à vocation militaire. Elle vise à construire un « empire maritime » capable d'accompagner une politique étrangère de plus en plus interventionniste.

Émilie Aubry
Frank Tétart

LE DESSOUS DES CARTES

Le retour de la guerre



Atlas géopolitique
Nouvelle édition

Tallandier arte EDITIONS